

Pauvreté globale : le choc du COVID-19

Par **Julien Damon**

Julien Damon est enseignant à Sciences Po et à HEC, et conseiller scientifique de l'École nationale supérieure de sécurité sociale (En3s)¹.

Avant l'apparition du COVID-19, la communauté internationale pensait être en mesure d'éradiquer l'extrême pauvreté à l'horizon 2030. La crise sanitaire a dramatiquement rebattu les cartes. Selon les méthodes de calcul employées, la hausse du nombre de pauvres en 2020 est estimée entre 100 et 500 millions. La lutte contre la pauvreté a subi un coup d'arrêt qui ne sera pas rattrapable à court et moyen termes. L'objectif d'éradication en 2030 n'est plus atteignable.

politique étrangère

Les Nations unies ont fêté, en 2020, leur 75^e anniversaire. La crise du COVID-19 et les catastrophes associées ont empêché une célébration trop clinquante. Il faut dire que l'épidémie a déclenché une série de calamités impactant les objectifs clés de la communauté internationale. Alors que la pauvreté reculait depuis longtemps, la Banque mondiale a annoncé une nouvelle hausse, très significative. Cette institution, qui a pour mission de mettre fin à la pauvreté, produit, collecte et analyse les données afin d'évaluer les évolutions du développement. Elle a élaboré, depuis presque un demi-siècle, un seuil international de mesure de la pauvreté. Ce seuil s'établit aujourd'hui à 1,90 dollar par jour en parité de pouvoir d'achat.

Méthodologies et qualité des données peuvent être critiquées, mais les tendances sont claires. Les observations sont renforcées lorsque d'autres indicateurs, tel l'indice de développement humain (IDH), sont mobilisés. Celui-ci, pour la première fois depuis son établissement en 1990, devrait baisser en 2020.

1. Cette analyse repose sur des travaux en cours réalisés dans le cadre de la Fondation pour l'innovation politique.

Une approche plurielle mais avec un indicateur central

Pour donner corps à son ambition d'éradication de la pauvreté, la communauté internationale s'appuie sur une batterie d'indicateurs qui se raffinent et se complètent avec le temps. Concept multifacette, la pauvreté combine des dimensions relativement absolues (le dénuement intégral) et des dimensions absolument relatives (la situation des uns par rapport aux autres).

Un cadre général a été produit pour déterminer l'orientation des programmes de lutte contre la pauvreté, et évaluer leur efficacité. Ce cadre s'insère dans les grandes ambitions de la communauté internationale que constituent les Objectifs du développement durable (ODD). Ceux-ci suivent les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), établis pour la période 2000-2015. Les ODD sont eux-mêmes conçus pour la période 2015-2030. Le premier OMD ambitionnait de « réduire l'extrême pauvreté et la faim », avec une cible pour 2015 : la réduction de moitié de la proportion de la population dont le revenu était inférieur à un dollar par jour. Le premier ODD vise à éliminer complètement, à l'horizon 2030, l'extrême pauvreté dans le monde entier.

Les OMD ont accompagné une période d'optimisme et de forte réduction de la pauvreté. L'atteinte des ODD, en tout cas du premier d'entre eux, est remise en question par la crise du COVID-19. Mais avant toute observation sur les évolutions, il faut en revenir aux définitions. De quoi parle-t-on ?

Les acceptions et conceptions de la pauvreté, à l'échelle internationale, se classent en deux familles. D'une part, le phénomène peut être mesuré monétairement, par rapport au revenu disponible ou aux capacités de consommation. Un seuil monétaire est alors défini, comme le niveau de revenu en-deçà duquel les personnes et ménages sont comptés comme pauvres. D'autre part, la pauvreté ne se cantonne pas seulement à la faiblesse des revenus. C'est aussi un problème de besoins élémentaires, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation ou du logement. Tout ne se réduit pas à une approche monétaire figeant un seuil unique. En trois mots, la pauvreté est affaire à la fois de *niveaux* de vie, de *conditions* de vie mais aussi de *qualité* de vie².

2. Sur toutes ces approches on se permet de renvoyer à J. Damon, *Éliminer la pauvreté*, Paris, Presses universitaires de France, 2010, ainsi qu'à A. Atkinson, *Measuring Poverty Around the World*, Princeton, Princeton University Press, 2019.

Du côté de la Banque mondiale et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'insistance est traditionnellement mise sur les approches monétaires. Du côté du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'accent est habituellement mis sur les multiples privations vécues par les pauvres. Les approches et concepts se sont entremêlés à mesure de la reconnaissance croissante et consensuelle des multiples dimensions (la « multidimensionalité ») de la pauvreté³. Les OMD, puis les ODD, formalisent, à leur manière, le rapprochement conceptuel et l'intégration technique de sillons intellectuels différents.

Coexistent donc aujourd'hui plusieurs approches. La première, car la plus relayée, porte sur la pauvreté monétaire connue comme « à un dollar par jour », suivie principalement par la Banque mondiale qui collecte et diffuse les données. L'autre, également connue, traite de développement humain à partir d'un IDH. Celui-ci est défini, calculé et diffusé par le PNUD, en tant qu'indicateur synthétique de trois dimensions : niveau de vie, état de santé, éducation. Le niveau de vie décent s'approche par le revenu disponible brut par habitant, l'état de santé par l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation par la durée moyenne de scolarisation. L'IDH synthétise ces trois dimensions.

D'autres approches existent aussi. Les institutions internationales s'appuient ainsi sur un autre indicateur élaboré par le PNUD : l'Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM). Au-delà de la pauvreté monétaire et de l'IDH, ce nouvel indicateur inclut notamment l'accès à l'électricité, à l'assainissement, au logement et à l'eau potable.

Auparavant définie exclusivement en termes monétaires, la pauvreté s'entend comme incluant les multiples privations auxquelles les personnes pauvres sont confrontées. Reste que l'indicateur le plus employé et le plus commenté demeure néanmoins celui de la pauvreté monétaire.

Les OMD, puis les ODD, proposent une appréhension globale (et donc « multidimensionnelle ») de la pauvreté. Ils résultent bien d'une convergence entre les travaux sur le développement humain (nourris par le PNUD), et ceux sur la mesure de la pauvreté monétaire (développés par la Banque mondiale). Mais ils se fondent, pour le premier de chacune des deux séries d'objectifs (2000-2015 puis 2015-2030), sur la définition du seuil de pauvreté absolue de la Banque mondiale.

3. Voir le rapport réalisé par l'association ATD Quart-Monde et l'université d'Oxford, « Les dimensions cachées de la pauvreté », 2009, et discuté dans le cadre de l'OCDE, disponible sur : www.oecd.org.

Relevons que le seuil dit « à 1 dollar par jour » est, dans les documents PNUD ou Banque mondiale, alternativement présenté comme un seuil de pauvreté, de grande pauvreté, d'extrême pauvreté, ou de pauvreté absolue, sans précision de ce que peuvent signifier ces variations sémantiques⁴.

Ce seuil est un même étalon, pour tous les pays du monde, établi en 1990, à partir des seuils nationaux de pauvreté dans une trentaine de pays parmi les plus pauvres. Ces derniers seuils reflètent généralement les ressources nécessaires pour satisfaire des besoins essentiels, sur les plans de l'alimentation, de l'habitat, de l'habillement. Ils ont été convertis en employant des taux de change en parité de pouvoir d'achat (PPA). Ceux-ci rendent équivalents une quantité identique de services et de biens dans les différents pays, où les coûts de la vie et les prix des produits diffèrent.

À l'occasion de ces calculs, le premier seuil international de pauvreté a été fixé à environ 1 dollar jour (1,08 pour être précis) et par personne. Il a été établi pour la première fois en parité de pouvoir d'achat 1985, puis révisé deux fois, afin de prendre en compte les évolutions du coût de la vie. Il s'est ainsi établi à 1,25 en PPA de 2005, puis à 1,90 dollar en PPA de 2011. À chaque changement, les séries statistiques ont été actualisées de manière à pouvoir toujours suivre la pauvreté dans le temps, avec des séries chronologiques longues.

Deux décennies de progrès ininterrompus

Dotés de cet instrument statistique – certes objet de critiques –, les institutions internationales et les experts ont produit de plus en plus de données et de commentaires. Ces dernières décennies ont été marquées par des progrès importants dans la réduction de la pauvreté. Des chiffres plutôt flatteurs ont été couramment diffusés, notamment à partir des années 2000. En 1990, 1,9 milliard de personnes vivaient dans la pauvreté ; elles n'étaient plus que 690 millions en 2017. En proportion, la pauvreté est passée, sur la même période, d'un tiers de la population mondiale à significativement moins de 10 %.

La tendance est donc à une très forte diminution, nourrie par la considérable baisse de la pauvreté chez des géants démographiques devenus

4. Dans les textes de Martin Ravallion, chercheur de la Banque mondiale, pivot et pilier de tous ces travaux, l'extrême pauvreté est parfois définie comme ce que la pauvreté signifie dans les pays les plus pauvres. Sur les importants travaux de cet auteur, voir son volumineux *The Economics of Poverty. History, Measurement, and Policy*, Ithaca, Cornell University Press, 2016. Voir également son site <https://economicsandpoverty.com>.

des géants économiques. En 2017, la Chine ne comptait – officiellement – « presque » plus de pauvres (10 millions seulement⁵), tandis que ce volume se réduisait rapidement en Inde (moins de 100 millions d'individus). La pauvreté se concentrait alors en Afrique subsaharienne. Le continent africain, à cette date, abritait 90 % de la population mondiale vivant sous le seuil de 1,90 dollar par jour.

L'image globale est simple : celle d'une très forte régression de la pauvreté. C'est ce que le prix Nobel d'économie Angus Deaton, voulant « conter l'histoire du bien-être humain », a baptisé « la grande évasion de la pauvreté⁶ ». Expert de ces questions, devenu critique à l'égard de la méthode de la Banque mondiale (à laquelle il a pourtant contribué), il souligne que des centaines de millions de personnes ont pu échapper à la pauvreté et à la faim. Pour prendre une autre formule parlante, mais moins cinématographique, c'est ce qu'un ancien directeur général de l'Agence française de développement (AFD) a appelé le « désappauvrissement du monde⁷ ». La performance, pendant quasiment un demi-siècle, s'avère d'autant plus notable que la baisse de la pauvreté est concomitante d'une impressionnante vitalité démographique : la pauvreté n'a jamais autant baissé, alors même que la population mondiale n'a jamais connu une telle croissance.

« La grande évasion de la pauvreté »

L'érosion de la pauvreté est ininterrompue depuis 1998. Un regard sur quatre décennies montre que la chute est très forte sur toute la période, avec une trajectoire plus heurtée dans les deux décennies 1980 et 1990.

Prolongeant ces tendances, des projections établies dans les années 2010 soulignaient la possible extinction de la pauvreté à l'horizon 2030, signant, avant leur terme, la réussite des ODD, au moins du premier d'entre eux. La Banque mondiale le clamait, tandis que des *think tanks* le confirmaient par d'autres calculs et publications⁸. Nombre d'études fouillées et de best-sellers de sciences sociales relayaient cet optimisme⁹.

5. La Chine a officiellement fait savoir en décembre 2020 qu'elle avait éradiqué l'extrême pauvreté (à ce seuil de 1,90 dollar). Cette ambition avait été annoncée depuis des années, pour être atteinte à l'occasion du centième anniversaire du Parti communiste chinois (qui sera célébré en juillet 2021). Les chiffres sur la pauvreté ont toujours une certaine dimension politique...

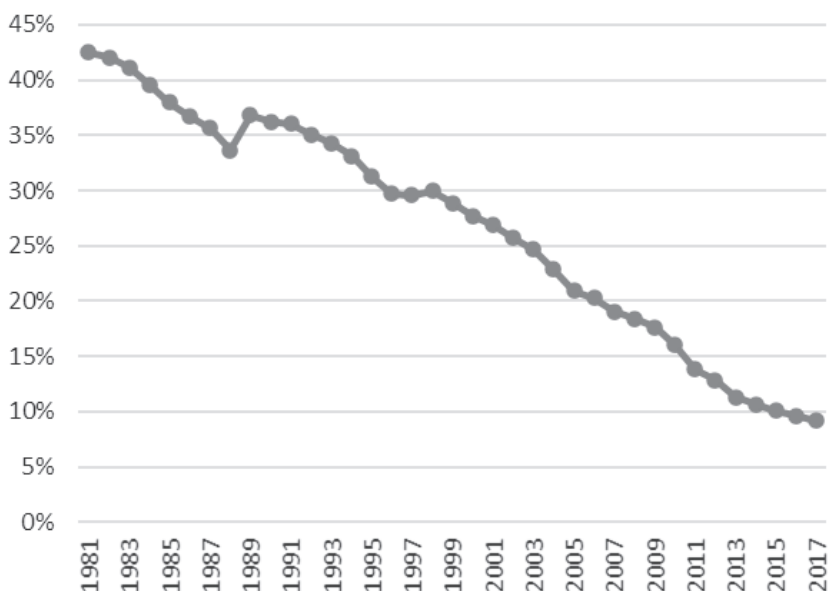
6. A. Deaton, *The Great Escape. Health, Wealth, and the Origins of Inequality*, Princeton, Princeton University Press, 2014.

7. J.-M. Severino et O. Ray, *Le Grand Basculement. La question sociale à l'échelle mondiale*, Paris, Odile Jacob, 2011.

8. La Brookings Institution a beaucoup travaillé dans ce domaine.

9. Sur les optimistes voir deux livres parus la même année, S. Pinker, *Enlightenment Now. The Case for Reason, Science, Humanism, and Progress*, New York, Viking, 2018 ; H. Rosling (dir.), *Factfulness*, Paris, Sceptre, 2018. Ces deux auteurs rappellent des données fondamentales, sur longue période. L'extrême pauvreté touchait 85 % de la population mondiale en 1800, 50 % en 1966, 9 % en 2017. Sur la même

Graphique 1. Évolution du taux de pauvreté dans le monde (1981-2017) (en %)



Source : Banque mondiale. La pauvreté est ici mesurée au seuil de 1,90 dollar par jour.

Pragmatiquement, la cible fixée par la Banque mondiale n'était pas un taux de 0 % mais de 3 % de pauvres en 2030. Toutes les projections et analyses s'opéraient par rapport à cette visée. Les ultimes données produites avant la crise du COVID-19 signalaient un ralentissement dans le rythme de diminution de la pauvreté à partir du milieu des années 2010, soulevant des interrogations sur la possibilité réelle d'atteindre l'objectif de 3 %.

Les derniers chiffres consolidés remontent à 2017. Pour les suites, on doit se contenter d'estimations. Pour 2017, les chiffres de la Banque mondiale indiquent que 9,2 % de la population mondiale vit avec moins de 1,90 dollar par jour, ce qui représente 689 millions de personnes. Dans son rapport sur le développement publié en octobre 2020, au moment de prendre en considération le choc de la crise, la Banque estimait très peu vraisemblable la possibilité d'atteindre un taux de pauvreté globale inférieur à 3 % en 2030¹⁰.

période, l'espérance de vie a augmenté de 31 ans à 72 ans, le nombre d'enfants par femme a baissé de 6 à 2,5 ; la proportion des enfants décédés avant 5 ans s'est réduite de 44 % à 4 %.

10. « Poverty and Shared Prosperity 2020. Reversals of Fortune », Banque mondiale, 2020, disponible sur : www.worldbank.org.

La crise du COVID-19 : une rupture historique

La pandémie de COVID-19 et ses conséquences économiques douchent définitivement l'optimisme des deux décennies précédant la crise. Elle affecte puissamment les populations pauvres des pays en développement. Ces dernières subissent les effets des confinements nationaux qui ont, au niveau interne, drastiquement limité l'activité et, à l'échelle internationale, provoqué une déflagration.

Dans des systèmes économiques et de protection sociale fragiles, là où une majorité de la population exerce dans le secteur informel, les chocs sont rapides et puissants. Dès mai 2020, l'Organisation internationale du travail (OIT) signalait que la pandémie de COVID-19 avait un impact dévastateur sur près de 1,6 milliard de travailleurs de l'économie informelle, dont les revenus avaient, en quelques semaines, baissé des deux tiers. En parallèle, les destructions d'emplois, le déclin des envois de fonds des travailleurs émigrés, la désorganisation des services d'éducation et de santé heurtaient eux aussi les niveaux de ressources des ménages les plus pauvres.

Les estimations de l'impact du COVID-19 ont été revues à la hausse

Avec la crise due au virus, la pauvreté devrait croître significativement pour la première fois depuis 20 ans. Une augmentation de plus de 100 millions de pauvres devrait être observée en 2020. Le conditionnel est ici de rigueur, car les calculs réalisés sont bien plus des projections, en fonction d'hypothèses de croissance, que des observations à partir d'enquêtes sur les revenus ou la consommation.

En avril 2020, une première estimation de la Banque mondiale avait considéré que de 40 à 60 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans la pauvreté au cours de l'année. Le taux mondial aurait ainsi augmenté à hauteur de 0,3 à 0,7 %, pour se rapprocher à nouveau de la barre des 10 %. En juin, de nouvelles estimations prenaient acte d'un déplacement de l'épicentre de la pandémie, de l'Europe et de l'Amérique du Nord vers l'hémisphère Sud. Le nombre des décès augmentait alors significativement dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Les confinements se sont prolongés et le coût économique de la crise s'est alourdi.

Les estimations de l'impact du COVID-19 sur la pauvreté dans le monde ont alors été, en conséquence, encore revues à la hausse. S'appuyant sur les prévisions de croissance en deux scénarios (l'un de

base, l'autre pessimiste), les experts de la Banque retiennent deux hypothèses, celle d'une contraction annuelle de la croissance mondiale d'environ 5 %, et celle d'un recul qui atteindrait 8 %, dans une hypothèse pessimiste caractérisée en particulier par une crise qui se prolongerait plus longtemps que prévu. Dans le scénario de base, ce ne sont plus 40 millions de personnes, mais 70 qui basculeraient en 2020 dans la pauvreté. Avec le scénario pessimiste, ce chiffre s'élèverait à 100 millions.

En octobre, la Banque a re-estimé que le nombre de personnes poussées dans la pauvreté en 2020 se situerait entre 88 et 115 millions. En janvier 2021, s'appuyant sur de nouvelles projections de croissance, la fourchette s'établirait plutôt entre 119 et 124 millions.

Les vagues successives du virus – à rapprocher de vagues de décisions très contraignantes pour les économies nationales et pour l'économie internationale – ont été accompagnées de séries de révisions statistiques quant aux impacts de ces situations et mesures sur la croissance économique et la pauvreté. Ce cycle de révisions devrait se poursuivre en 2021.

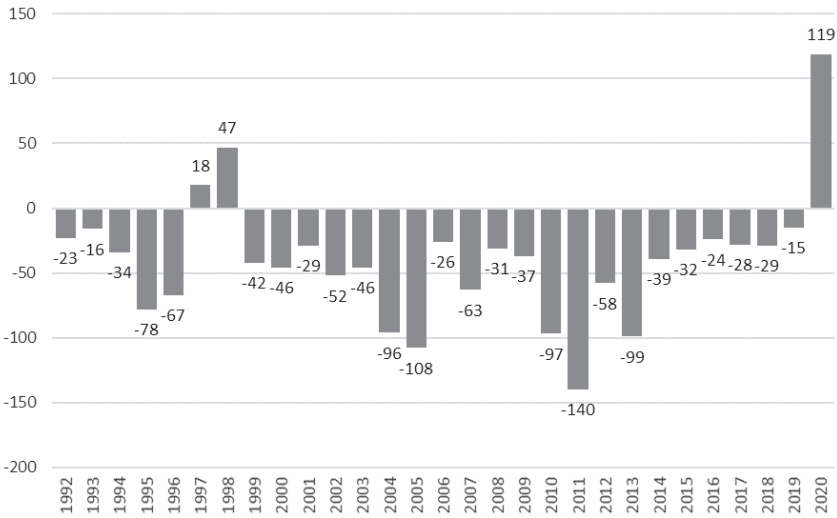
Quelles que soient les estimations successivement établies¹¹, l'augmentation de la pauvreté extrapolée pour 2020 est vraiment sans précédent. Le graphique 2 montre l'évolution annuelle du nombre de pauvres entre 1992 et 2020. Durant les trois précédentes décennies, la seule crise qui a eu un impact à la hausse sur la pauvreté est la crise financière asiatique, qui a vu la pauvreté s'accroître de 18 millions en 1997, puis de 47 millions en 1998.

Des prévisions préoccupantes

Bien entendu, la question se pose pour les années suivantes. Les premières projections, en avril 2020, suggéraient que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté resterait plutôt inchangé entre 2020 et 2021. Pourquoi ? En partie du fait des taux de croissance des pays qui comptent le plus grand nombre de pauvres. Nigeria, Inde, République démocratique du Congo, qui concentrent – selon les données pour 2017 – plus du tiers des pauvres du monde entier, auraient dû enregistrer des taux de croissance plus favorables en 2021 qu'en 2020. Mais, en l'espèce, rien n'est jamais écrit. En l'occurrence, les projections suivantes ont invalidé cette hypothèse, indiquant plutôt une probable augmentation du nombre de pauvres.

11. Les billets de blog de la Banque permettent de suivre ces actualisations, avec leurs données et commentaires : <https://blogs.worldbank.org>.

Graphique 2. Variation annuelle du nombre de pauvres (1992-2020)



Source : Banque mondiale, PovcalNet. La pauvreté est ici mesurée au seuil de 1,90 dollar par jour.

Par rapport à l'estimation du nombre de pauvres en 2020, 2021 verrait encore une hausse de près de 20 millions de personnes. Mais si l'on fait le calcul – plus intéressant et plus impressionnant – de la différence entre ce qui en 2017 était projeté pour 2021 (588 millions de pauvres), et la nouvelle estimation (752 millions), la différence est de plus de 160 millions.

Une rupture de tendance s'est clairement produite. Avec une lecture et des prévisions optimistes, on peut y voir un simple ralentissement dans la réalisation du dessein de quasi-éradication de la pauvreté dans le monde vers 2030. Une lecture plus pessimiste laisse apparaître l'effacement d'une demi-décennie de progrès. Quoi qu'il en soit, le coronavirus a assurément marqué un coup d'arrêt. Selon le contenu et l'intensité de la reprise économique, il s'agira de voir si cette nouvelle crise n'aura alimenté qu'un à-coup ponctuel ou si, au contraire, elle aura enclenché un revirement intégral.

Quant aux prévisions d'une quasi-éradication de la pauvreté à l'horizon 2030, elles ne sont plus à l'ordre du jour. Des experts de la Banque mondiale, à l'automne 2020, les ont actualisées. Leur objectif consiste à évaluer le nombre d'années de décalage dans l'atteinte de l'objectif non d'une totale éradication mais d'un taux global de pauvreté à 3 %.

Ce taux n'aurait, de toute façon, pas été atteint en 2030. Avec les prévisions pré-COVID, le taux de pauvreté se serait établi à 6 %, ce qui aurait représenté un peu plus de 500 millions de personnes. Les prévisions révisées d'octobre 2020 faisaient état d'une projection à 7 % en 2030, soit près de 600 millions de pauvres. Les scénarios pré-COVID prévoyaient l'atteinte de tels niveaux en 2023. Autrement dit, l'impact d'une année de pandémie sur la tendance de réduction de la pauvreté est un retard de sept ans.

Une rupture sur tous les indicateurs de pauvreté et de développement

L'analyse de la pauvreté ne saurait, comme nous y invitent sempiternellement le secteur associatif et une partie des experts, se limiter à la seule approche monétaire. Celle-ci ne circonscrit qu'imparfaitement le dénuement.

Le seuil à 1,90 dollar ne capte qu'une partie du dossier, et ne permet pas de saisir toute la population confrontée à de grandes difficultés pour satisfaire ses besoins élémentaires. La Banque mondiale a donc proposé, en 2018, deux nouveaux seuils de pauvreté : le premier à 3,20 dollars par jour, qui conduit à décompter 25 % de pauvres sur la planète, et le second à 5,50 dollars, qui implique près de 50 % de pauvres¹².

Avec ces deux approches additionnelles, l'impact du COVID-19 est très net. Au seuil de 3,20 dollars, selon les estimations de janvier 2021, le nombre de pauvres supplémentaires serait, pour la seule année 2020, de 228 millions. 177 millions de personnes en plus basculeraient sous le seuil de 5,50 dollars. Précision : si un individu bascule de 3 dollars à moins de 1,90 dollar, il sera compté comme un nouveau pauvre au seuil le plus souvent utilisé. En revanche il ne sera pas compté comme « nouveau pauvre » à 3,20 dollars et encore moins à 5,50 dollars, dans la mesure où il se situait sous ces seuils avant la pandémie. On peut, de toute manière, relativiser l'importance de ces discussions sur les seuils à partir d'une formule qui circule dans les milieux du développement. Il s'agit d'une critique à l'égard d'une approche uniquement focalisée sur ces seuils : « Un pauvre qui passe de 1,80 dollar par jour à 2 dollars n'est plus pauvre. Mais ce n'est pas un nouveau riche »...

En bref, les mesures de la pauvreté monétaire importent toujours. Mais elles doivent être complétées par les autres approches. Ainsi peut-on

12. « Poverty and Shared Prosperity 2018. Piecing Together the Poverty Puzzle », Banque mondiale, 2018, disponible sur : www.worldbank.org.

considérer l'IPM du PNUD. En prenant en compte des scénarios d'impacts de la crise sanitaire sur la nutrition, la fréquentation des écoles, les ressources des ménages, l'IPM de 2020 revient au niveau de 2011. Ce qui représente près de 500 millions de pauvres en plus, en une seule année¹³.

Ce chiffre de 500 millions de pauvres, en pauvreté multidimensionnelle, peut correspondre, en ordre de grandeur, à l'addition de l'augmentation du nombre de pauvres sous le seuil de 1,90 dollar (119), sous celui à 3,20 dollars (228 millions), et sous celui à 5,50 dollars (177 millions), soit un total de 524 millions. Ce ne sont pas exactement les mêmes personnes, même si les chevauchements sont évidents.

En tout état de cause, on peut estimer que la crise du COVID-19 pourrait avoir eu comme conséquence une augmentation du nombre des pauvres d'environ 100 millions de personnes selon une approche restreinte au seuil classique de la Banque mondiale, ou de quelque 500 millions, selon les deux approches élargies de la Banque mondiale et du PNUD.

Un autre indicateur classique ne porte pas sur le nombre de pauvres, mais sur le niveau de développement. Dès mai 2020, le PNUD a tiré la sonnette d'alarme. L'IDH – agrégeant les trois dimensions de la santé, de l'éducation et du niveau de vie – déclinerait pour la première fois depuis sa création en 1990¹⁴. Calculé à 0,6 en 1990, il a régulièrement augmenté, presque systématiquement chaque année, de quelque 0,005, pour atteindre 0,7 au début des années 2010. En 2020, le retournement de situation est radical. Il s'explique, comme pour l'IPM, par la fermeture des écoles, par l'augmentation de la pauvreté monétaire, et par l'impact sanitaire du coronavirus. Les trois dimensions de l'IDH sont donc affectées par la pandémie et ses conséquences.

Les indicateurs synthétiques livrent une information passablement désincarnée. De façon plus prosaïque, les chiffres sur la faim parlent davantage. En l'occurrence, les institutions internationales, guidées par le deuxième des ODD (dit « Faim zéro » en 2030), traitent principalement

13. Voir le rapport « Tracer la voie hors de la pauvreté multidimensionnelle. Réaliser les Objectifs de développement durable », PNUD/Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain, 2020, disponible sur : <http://hdr.undp.org>.

14. PNUD, « COVID-19 and Human Development. Assessing the Crisis, Envisioning the Recovery », 2020, disponible sur : <http://hdr.undp.org>. Voir également L.-C. Viossat, « Covid-19 et développement. Le scénario du pire est-il évitable ? », *Futuribles*, n° 439, 2020, p. 73-83. Où il apparaît que sur différents scénarios qui peuvent être élaborés, ce n'est pas le plus optimiste qui prévaut.

de sous-alimentation, c'est-à-dire d'une consommation alimentaire insuffisante pour fournir l'apport nécessaire à une vie normale. Selon les données de l'agence onusienne en charge de l'alimentation et de l'agriculture (FAO), 690 millions de personnes étaient décomptées comme sous-alimentées en 2019, soit 9 % de la population mondiale. Cette proportion était de 12,5 % en 2005. Sans prendre en compte les conséquences de la pandémie, les projections estimaient à 840 millions le nombre de sous-alimentés en 2030, soit alors 10 % de la population globale. En effet, la faim avait déjà repris sa progression au cours de la décennie 2010. La dynamique, inquiétante, sera aggravée par les conséquences du COVID-19. Des premières projections font état, pour la seule année 2020, de plus de 100 millions de personnes supplémentaires touchées par la faim¹⁵.

Certes, toutes les données rassemblées ici, pour 2020 en particulier, ne sont que des projections et extrapolations, sujettes à des précautions élevées. Elles comportent beaucoup d'incertitudes et sont susceptibles de nouvelles modifications, à mesure que de nouvelles informations seront disponibles, et que la pandémie évoluera. Le tableau d'ensemble est néanmoins saisissant, sans précédent dans l'histoire moderne.



Mots clés

Pauvreté
Développement
Banque mondiale
COVID-19

15. Sur ces thèmes, voir les travaux du Programme alimentaire mondial (PAM) (qui s'est par ailleurs vu décerner le prix Nobel de la paix en 2020), disponibles sur : <https://fr.wfp.org>.